

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 24 JANVIER 2007

WOENSDAG 24 JANUARI 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 15 h 31 sous la présidence de M. Joseph Arens.

01 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "la reconnaissance légale des formations continues pour les militaires et les civils au sein du département de la Défense" (n° 13546)

01.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Les troisième et quatrième cycles de formations continues ne sont pas des formations certifiées. Les militaires qui optent pour le statut de fonctionnaire peuvent faire valoir leur ancienneté et sont intégrés dans un grade de la fonction publique. Il en résulte que les militaires ayant suivi une formation continue sont traités différemment des autres militaires. Il y a également une différence de traitement entre civils et ex-militaires.

Ces formations continues ne devraient-elles pas être certifiées ? Dans la négative, pourquoi ? Dans l'affirmative, suivant quel échancier le ministre estime-t-il qu'elles devraient l'être ? Quelles possibilités supplémentaires de carrière seront offertes aux fonctionnaires concernés ?

01.02 Christian Dupont, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Nous ne sous-estimons nullement les formations supérieures d'administrateur militaire. Nous les avons déjà prises en considération lors du transfert de militaires vers des administrations fédérales. C'est précisément pour cette raison que je ne suis pas convaincu de l'opportunité d'assimiler ces formations aux formations certifiées. Il serait en effet inéquitable que les brevets militaires présentent un avantage du point de vue de la carrière et justifient une dispense des formations certifiées.

Une concertation est actuellement en cours à ce sujet avec le ministre de la Défense.

Présidence : M. André Frédéric.

01.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : La réforme Copernic est à l'origine du problème, ce qui n'était tout de même pas l'objectif poursuivi. Je regrette l'existence de cette distinction et je compte sur le ministre pour qu'il mène à bonne fin la concertation avec son collègue de la Défense. En effet, les intéressés ressentent cette situation comme une injustice.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 13.756 de Mme Hilde Dierickx est retirée.

02 Question de M. Joseph Arens au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la nomination des membres de l'ex-police judiciaire" (n° 13759)

02.01 Joseph Arens (cdH) : Combien de membres de l'ex-PJ ont-ils été nommés et combien de membres

de l'ex-BSR ont-ils été commissionnés à l'heure actuelle ?

02.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Pour 2005, 2 membres de l'ex-gendarmerie, 45 membres de l'ex-PJ et un membre de l'ex-police communale ont été nommés au grade de commissaire au sein du pilier judiciaire de la police fédérale, avec effet au 1^{er} avril 2005. Le dossier 2006 prévoit la nomination de 10 membres de l'ex-gendarmerie, de 50 membres de l'ex-PJ et d'un membre de la police communale, avec effet au 1^{er} avril 2006.

La procédure de commissionnement du personnel concerné en 2005 et 2006 débutera dès que l'arrêté royal définissant les règles de priorité entre les candidats aura été publié, à condition que la procédure de contrôle administratif et budgétaire soit terminée.

L'incident est clos.

03 Question de M. Joseph Arens au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'absence du nom du conjoint sur la carte d'identité électronique" (n° 13760)

03.01 Joseph Arens (cdH) : Pourquoi le nom du conjoint ne figure-t-il pas sur la nouvelle carte d'identité électronique ou sur le document qui l'accompagne ? Cela pose problème lors de la réception d'envois recommandés à la Poste. Par ailleurs, la loi autorise désormais les candidates aux élections qui le souhaitent à se présenter sous leur nom d'épouse suivi de leur nom de jeune fille.

03.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : La loi ne prévoit pas la mention du nom du conjoint sur la carte d'identité électronique. Le document imprimé délivré par la commune à la demande du citoyen ne mentionne que les informations figurant sur la carte d'identité.

Les candidates aux élections souhaitant faire précéder leur nom du nom de leur époux peuvent recourir au document intitulé « mon dossier », qui reprend les informations mentionnées au registre de la population, ou encore utiliser leur carnet de mariage.

03.03 Joseph Arens (cdH) : Devoir emporter son carnet de mariage partout avec soi n'est vraiment pas pratique ! Je comprends donc qu'il faudra un projet de loi pour modifier cela.

L'incident est clos.

04 Question de M. Joseph Arens au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la coexistence de deux systèmes informatiques au sein de la police intégrée" (n° 13807)

04.01 Joseph Arens (cdH) : Selon une circulaire du 4 octobre 2000, la police locale et la police fédérale doivent être dotées de systèmes informatiques fiables et intégrés pour que l'information circule correctement entre les deux niveaux. Tous les corps de police devraient être équipés du *Integrated System for the Local Police* (ISLP, successeur du PIP), un système de saisie unique qui permet de récupérer les données dans les différents modules.

Le transfert des données du niveau local au niveau fédéral est une obligation.

La police fédérale utilise la version 2.4.2 de FEEDIS (Feeding Information System), mais ce produit non abouti semble poser problème aux agents de terrain, notamment en raison de la succession de ses modifications. Les systèmes ISLP et FEEDIS alimentent de la même façon la banque de données nationale générale (BNG).

Qu'est-ce qui justifie la coexistence - problématique - de ces deux systèmes informatiques ?

Qu'en est-il du nouveau système Pol Office que vous annonciez il y a quelques temps ?

Le surcoût, pour les zones dont le matériel ne répondra pas aux normes de Pol Office, sera-t-il pris en charge par le fédéral ? Ce système nécessitera-t-il un cursus de formation ?

04.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Avant la création de la police intégrée, la police communale utilisait le système Projet Informatisation Police (PIP), tandis que la gendarmerie avait entamé le développement du projet *Feeding Information System* (FEEDIS). Chacune de ces applications utilisant des composantes techniques spécifiques, financées avant la réforme mais toujours pas amorties, il a été décidé de les maintenir toutes les deux dans une architecture télématique cohérente de la police intégrée.

L'ISLP a été diffusé dans toutes les zones de police et FEEDIS a été diffusé dans les services de la police fédérale. La conclusion du groupe de travail 4 a été transcrite dans des circulaires ministérielles qui précisent notamment que le projet ISLP constitue l'outil informatique de référence uniquement pour les zones de police.

Ces deux systèmes répondent aux mêmes exigences fonctionnelles policières et leur coexistence ne nuit en rien à l'efficacité du fonctionnement des services.

La nouvelle plate-forme informatique Pol Office permettra de réaliser des économies d'échelles et est en cours de développement. Le premier module fonctionnel et les éléments techniques seront livrés aux zones de police à partir de la mi-2007 grâce à un financement du Fonds de la sécurité routière.

Le contenu de la formation relative à ces nouvelles applications sera identique pour les deux niveaux de la police intégrée, permettant ainsi une économie notoire.

04.03 Joseph Arens (cdH) : Si j'ai bien compris, le Fonds de la sécurité routière financera une partie de cette opération, mais la formation au niveau local doit être assurée par un financement zonal ?

04.04 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Oui.

L'incident est clos.

Le **président** : Les questions n°13821 de M. Denis Ducarme et n°13824 de Mme Jacqueline Galant sont reportées.

05 Questions jointes de

- **Mme Nahima Lanjri au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la régularisation des étrangers et l'enquête relative aux illégaux" (n° 13841)**

- **Mme Marie Nagy au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'enquête demandée à la criminologue Marion van San" (n° 13851)**

05.01 Nahima Lanjri (CD&V) : Nous avons appris par les médias que le ministre a régularisé pas moins de 10.207 personnes en 2006. On ignore précisément dans quelle mesure cette politique contribue à l'augmentation du nombre d'illégaux. Avec son collègue flamand, M. Keulen, le ministre veut à présent confier à Mme Van San le soin d'effectuer une étude qui porterait sur 750 personnes.

Combien de dossiers ont fait l'objet d'une régularisation l'an dernier? De combien de personnes s'agit-il au total? Combien de dossiers sont encore en attente? Combien de personnes ont été expulsées? Une différence est-elle perceptible par rapport à 2005? Quand le retard sera-t-il résorbé? La nouvelle procédure pourra-t-elle démarrer le 1^{er} avril 2007? Qu'en est-il des arrêtés d'exécution requis? Quelle sera précisément la mission de Mme Van San? Quelles informations le ministre souhaite-t-il obtenir? Cette étude s'inscrit-elle dans un contexte européen?

05.02 Marie Nagy (ECOLO) : En 1999, Marc Verwilghen, alors ministre de la Justice, avait demandé une enquête sur la criminalité des étrangers en Belgique. L'enquête avait été menée par la criminologue Marion Van San. L'enquête établissait, par nationalité, des spécificités de délinquance. Cette enquête fut présentée comme portant non sur la problématique socioéconomique de la délinquance juvénile mais comme un problème culturel et ethnique. Cette enquête n'a jamais été publiée étant donné les critiques très fortes qui avaient été émises par la communauté scientifique belge.

Je m'étonne de lire dans la presse que vous avez décidé de faire appel aujourd'hui à la même criminologue pour effectuer un rapport concernant les sans-papiers. Pourriez-vous me dire ce qui lui a été demandé ?

Quel est le but de ce rapport ? Pour quelles raisons avez-vous choisi cette personne pour l'effectuer ? Est-il vrai, comme la presse le relate, que c'est elle qui vous a proposé cette recherche ? Une relecture de ce rapport par d'autres scientifiques est-elle prévue ? Quel est le lien entre cette recherche et celle financée par la Politique scientifique et réalisée par les universités de Bruxelles, Liège, Leuven et Anvers ?

05.03 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : En 2006, 5.392 dossiers concernant 10.207 personnes ont été régularisés pour des raisons humanitaires. Il a été procédé à 8.914 éloignements forcés et 2.810 personnes ont quitté volontairement notre territoire par l'entremise de l'Organisation Internationale des Migrations. L'Office des Étrangers doit encore examiner 23.504 demandes de permis de séjour. L'arriéré continue donc de diminuer et une opération spéciale de rattrapage est en cours en ce qui concerne les demandeurs pouvant invoquer un motif médical.

Au Commissariat général, 6.128 dossiers sont à l'examen. Quand la nouvelle procédure démarrera, ce nombre ne devra plus excéder les 3.000. A la Commission permanente de recours, 11.213 dossiers restent à traiter. Cette juridiction étant d'ores et déjà habilitée à faire usage de la procédure écrite, l'arriéré y sera résorbé plus rapidement.

Il est impossible de prévoir quand le retard sera résorbé puisque cela dépend aussi de l'afflux de demandeurs d'asile dans le futur. La nouvelle procédure – les possibilités de la prolonger de manière illégitime seront réduites – évitera que ce nombre continue de croître. Du reste, tous les dossiers en cours de traitement ne peuvent pas être considérés comme des dossiers en retard. Certains font partie du volume de travail normal des instances qui s'occupent des questions d'asile. L'objectif est toujours de faire entrer la nouvelle procédure en vigueur en avril 2007. Certains arrêtés d'exécution ont déjà été promulgués et on s'attèle très sérieusement à la mise en oeuvre de la nouvelle loi sur les étrangers.

(*En français*) J'ai chargé le RISBO (Rotterdams Instituut voor Sociaal-wetenschappelijk Beleidsonderzoek) de la réalisation d'une étude sur la nouvelle immigration en Belgique. L'objectif de l'étude consiste principalement à déterminer l'ampleur de l'immigration illégale en Belgique, de sonder les motivations des étrangers qui pénètrent clandestinement sur notre territoire, à établir comment ils parviennent à subvenir à leurs besoins et à décrire les services auxquels ils ont accès.

Les résultats de l'étude serviront à définir des pistes pour une réponse politique appropriée à l'illégalité et pour déterminer, le cas échéant, les mesures préventives qu'il convient de prendre pour lutter contre ce phénomène. Cette étude fera l'objet d'une comparaison entre la situation en Belgique et la situation dans les autres pays européens qui ont procédé à des enquêtes similaires. Lorsque cette étude sera clôturée, les chercheurs seront libres d'exprimer leur vision sur le rapport d'enquête. Je ne compte pas prendre d'initiative pour recueillir l'avis d'autres chercheurs.

05.04 Nahima Lanjri (CD&V) : On compte cependant encore 23.504 demandes, un chiffre plus ou moins identique à celui du mois de juin 2006, alors que 10.207 personnes ont entre-temps été régularisées.

Quels résultats le ministre attend-il de l'étude réalisée par Mme Van San ? Une étude est-elle également en cours à l'échelle européenne ? Quel est le but recherché ?

05.05 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : L'étude ne s'inscrit pas dans un cadre européen. Son objectif est clair. Les questions sont même décrites dans le quotidien. Toute politique doit être éclairée par des études scientifiques si l'on veut être capable de prendre des mesures et de les mettre en oeuvre. J'ignore quelles seront les conclusions de l'étude et je constate simplement que contrairement à d'autres pays européens, la Belgique n'a guère consacré jusqu'à présent d'études scientifiques à ce sujet. Des comparaisons internationales le montrent clairement. Des études manquent manifestement.

05.06 Nahima Lanjri (CD&V) : Pourquoi cette étude est-elle nécessaire ?

05.07 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Pour fonder nos connaissances sur des données mesurables.

05.08 Nahima Lanjri (CD&V) : Des études ont manifestement bel et bien été réalisées dans d'autres pays.

05.09 Marie Nagy (ECOLO) : Quand la décision de réaliser cette nouvelle étude a-t-elle été prise ?

05.10 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Fin octobre 2004.

05.11 Marie Nagy (ECOLO) : Donc, le 24 février 2005, quand le Conseil des ministres a approuvé le programme de recherches "Société et avenir", dont l'un des thèmes est la multiculturalité et la cohésion sociale, cette étude était déjà commanditée.

En fait, vous avez approuvé deux recherches parallèles sur le même sujet mais vous dites, aujourd'hui, qu'il n'y a pas assez d'études ! Je n'ose imaginer que ces décisions ont été prises sans connaissance du double emploi. Cela ne relève pas d'une gestion saine des deniers publics.

05.12 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Vos propos résultent d'une interprétation large de ma réponse et constituent une nouvelle question. Je vous invite donc à me poser une nouvelle question.

Sur le fait qu'une autre recherche ait été commandée, je signale que celle que j'ai commandée est la première.

05.13 Marie Nagy (ECOLO) : Mais vous étiez présent lors du Conseil des ministres au cours duquel il fut décidé de commander la seconde étude, qui porte en partie sur le même sujet.

05.14 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Sur la seconde étude, je propose que vous posiez une nouvelle question afin que je puisse vous préciser tous les éléments sur lesquels elle porte.

L'incident est clos.

06 Question de M. Olivier Chastel au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'adaptation de la norme minimale de la zone de police de Charleroi" (n° 13842)

06.01 Olivier Chastel (MR) : La zone de police de Charleroi souffre toujours d'un cruel déficit en personnel : il lui manque 156 policiers pour effectuer correctement toutes ses missions.

Par courrier du 17 octobre 2006, les autorités communales vont ont demandé une adaptation à la hausse de la norme minimale de la zone. Elle est actuellement fixée à 883 policiers mais le nombre de policiers de la zone est légèrement supérieur : la zone n'est donc pas prioritaire dans les plans de mobilité. Une fixation de la norme à 1058 policiers permettrait de pallier en partie le manque d'effectifs.

Gand et Anvers auraient fait les mêmes demandes.

Quelle est l'évolution de la révision de la norme minimale pour la zone de Charleroi ? Quand une rencontre entre le premier ministre, la ministre de la Justice, les autorités locales et vous-mêmes, en vue de discuter de la sécurité à Charleroi, serait-elle possible ?

06.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Je suis de très près l'évolution des phénomènes de sécurité à Charleroi. Des contacts et accords ont déjà été pris avec les autorités communales en 2006, comme le plan Charles Quint.

J'ai interpellé les quatre autres grandes zones du pays au sujet de leurs intentions quant à une éventuelle augmentation de la norme minimale. Les zones de Gand et Anvers sont également demandeuses d'une adaptation. Un projet d'arrêté royal procédant à ces trois adaptations sera soumis au Roi dans les tout prochains jours. La norme minimale de Charleroi passera à 1058.

Le premier ministre, la ministre de la Justice et moi-même irons dans les prochaines semaines à Charleroi.

06.03 Olivier Chastel (MR) : Je remercie le ministre de l'Intérieur au nom des autorités communales de Charleroi.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n°13.810 de Mme Talbia Belhouari est, à sa demande, reportée ; la question n°13.831 de M. Charles Michel est reportée.

La réunion publique de commission est levée à 16 h 28.

De vergadering wordt geopend om 15.31 uur en voorgezeten door de heer Joseph Arens.

01 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de wettelijke erkenning van de voortgezette opleidingen voor militairen en burgers binnen het departement Landsverdediging" (nr. 13546)

01.01 Servais Verherstraeten (CD&V): De derde en de vierde cyclus van de voortgezette opleidingen zijn geen gecertificeerde opleidingen. Militairen die overstappen naar het ambtenarenstatuut, nemen hun anciënniteit mee en worden ingeschakeld in een ambtenarengraad. Daardoor worden militairen met een voortgezette opleiding verschillend behandeld dan andere militairen. Er ontstaat ook een onderscheid tussen burgers en ex-militairen.

Moeten deze voortgezette opleidingen niet worden gecertificeerd? Zo ja, welk tijdspad ziet de minister hiervoor en welke bijkomende carrièremogelijkheden zijn er voor de betrokken ambtenaren?

01.02 Staatssecretaris Christian Dupont (Nederlands): De hogere opleidingen voor militair administrateur onderschat ik allerminst. Ik heb ze destijds al in rekening gebracht bij de overdracht van militairen naar federale administraties. Precies daarom twijfel ik eraan of het een goede zaak zou zijn deze opleidingen gelijk te schakelen met gecertificeerde opleidingen. Het zou ingaan tegen de billijkheid dat de militaire brevetten zowel een voordeel zouden verschaffen in de loopbaan als een vrijstelling van de gecertificeerde opleidingen zouden opleveren.

Momenteel loopt er een overleg met de minister van Landsverdediging over dit probleem.

Voorzitter: de heer André Frédéric

01.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Het probleem is door de Copernicushervorming gecreëerd en dat kan toch niet de bedoeling zijn. Ik betreur het onderscheid en ik reken op de minister om het overleg met zijn collega van Defensie tot een goede einde te brengen. De betrokkenen ervaren dit immers als onrechtvaardig.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 13 756 van mevrouw Hilde Dierickx wordt ingetrokken.

02 Vraag van de heer Joseph Arens aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de benoeming van de leden van de voormalige gerechtelijke politie" (nr. 13759)

02.01 Joseph Arens (cdH): Hoeveel leden van de vroegere gerechtelijke politie werden benoemd en hoeveel leden van de gewezen BOB werden tot heden aangesteld?

02.02 Minister Patrick Dewael (Frans): Voor 2005 werden twee leden van de vroegere rijkswacht, 45 leden van de vroegere gerechtelijke politie en één lid van de voormalige gemeentepolitie benoemd tot commissaris bij de gerechtelijke pijler van de federale politie, met uitwerking op 1 april 2005. Het dossier 2006 voorziet in de benoeming van tien leden van de vroegere rijkswacht, vijftig van de vroegere gerechtelijke politie en één lid van de voormalige gemeentepolitie, met uitwerking op 1 april 2006.

De aanstellingsprocedure met betrekking tot de benoemingen in 2005 en 2006 zal van start gaan zodra het koninklijk besluit tot vaststelling van de regels betreffende de voorrang van de kandidaten gepubliceerd is, op voorwaarde dat de procedure met betrekking tot het administratief en budgettair toezicht op dat ogenblik

afgelopen is.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Joseph Arens aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het niet-vermelden van de naam van de echtgeno(o)t(e) op de elektronische identiteitskaart" (nr. 13760)

03.01 Joseph Arens (cdH): Waarom staat de naam van de echtgeno(o)t(e) niet op de nieuwe elektronische identiteitskaart of op het bijbehorende document? Het ontbreken daarvan leidt immers tot problemen wanneer men een aangetekende zending moet afhalen bij De Post. En bovendien laat de wet voortaan toe dat de vrouwelijke kandidaten bij de verkiezingen zo ze dit wensen kunnen opkomen onder de naam van hun echtgenoot gevolgd door hun eigen naam.

03.02 Minister Patrick Dewael (*Frans*): De wet voorziet niet in een vermelding van de naam van de echtgeno(o)t(e) op de elektronische identiteitskaart. Op het gedrukt document dat door de gemeente op verzoek van de burger wordt afgegeven, worden enkel de gegevens vermeld die op de identiteitskaart staan. De vrouwelijke kandidaten voor de verkiezingen die hun naam door die van hun echtgenoot willen laten voorafgaan, moeten dus gebruik maken van het document met als titel "mijn dossier", dat alle inlichtingen bevat die in het bevolkingsregister zijn opgenomen, of zij kunnen ook hun trouwboekje gebruiken.

03.03 Joseph Arens (cdH): Het is niet echt handig om zijn trouwboekje overal te moeten meenemen! Ik begrijp dus dat een wetsontwerp vereist zal zijn om dat te wijzigen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Joseph Arens aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het naast elkaar bestaan van twee informaticasystemen bij de geïntegreerde politie" (nr. 13807)

04.01 Joseph Arens (cdH): Volgens een circulaire van 4 oktober 2000, moeten de lokale en de federale politie met betrouwbare en geïntegreerde informaticasystemen worden uitgerust met het oog op een correcte informatiedoorstroming. Alle politiekorpsen zouden met het *Integrated System for the Local Police* (ISLP, de opvolger van het PIP) moeten worden uitgerust, een systeem met eenmalige registratie van de gegevens, die in de verschillende modules gebruikt kunnen worden.

De gegevens van het lokale niveau moeten verplicht aan het federale niveau worden overgedragen.

De federale politie gebruikt versie 2.4.2 van FEEDIS (*Feeding Information System*), maar die – onvolmaakte – versie leidt in de praktijk tot problemen, ook al omdat ze een aantal keren werd gewijzigd. De gegevens van ISLP en FEEDIS worden op dezelfde manier in de algemene nationale gegevensbank (ANG) ingevoerd.

Wat is de grond voor dit - problematisch - naast elkaar bestaan van de twee informaticasystemen?

Hoe staat het met het nieuwe systeem Pol Office dat u onlangs aankondigde?

Zullen de meerkosten voor de zones waarvan de hardware niet voldoet aan de normen van Pol Office worden gedragen door het federale niveau? Zal dit systeem een opleidingscursus vergen?

04.02 Minister Patrick Dewael (*Frans*): Vóór de oprichting van de geïntegreerde politie maakte de gemeentepolitie gebruik van het Politie Informatica Project (PIP), terwijl de rijkswacht met de ontwikkeling van het Feeding Information System-project (FEEDIS) was gestart. Aangezien beide projecten gebruik maakten van specifieke technische componenten, die vóór de hervorming werden gefinancierd maar nog altijd niet zijn afgeschreven, werd beslist ze beide te handhaven in een coherente telematica-architectuur van de geïntegreerde politie.

Het ISLP-systeem werd in alle politiezones ingevoerd en FEEDIS werd in de diensten van de federale politie ingevoerd. Het besluit van de werkgroep 4 werd opgenomen in ministeriële circulaire die onder meer preciseren dat het ISLP-project enkel voor de politiezones het referentie-computerinstrument is.

Beide systemen voldoen aan dezelfde vereisten inzake politieel gebruik en het naast elkaar bestaan ervan brengt de efficiënte werking van de diensten geenszins in het gedrang.

Dank zij het nieuwe informaticaplatform Pol Office dat thans wordt ontwikkeld, zullen schaalvoordelen kunnen worden gerealiseerd. De eerste functionele module en de technische elementen zullen vanaf medio 2007 aan de politiezones worden geleverd dank zij een financiering waarvoor uit het Verkeersveiligheidsfonds wordt geput.

De inhoud van de opleiding in het kader van die nieuwe toepassingen zal dezelfde zijn voor de beide niveaus van de geïntegreerde politie, wat een aanzienlijke besparing mogelijk maakt.

04.03 Joseph Arens (cdH): Als ik het goed begrepen heb, zal het Verkeersveiligheidsfonds een deel van de kosten van die operatie voor zijn rekening nemen en zullen de zones voor de opleiding ter plaatse moeten opdraaien.

04.04 Minister Patrick Dewael (*Frans*): Juist.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nr. 13821 van de heer Denis Ducarme en nr. 13824 van mevrouw Jacqueline Galant worden uitgesteld.

05 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Nahima Lanjri** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de regularisatie van vreemdelingen en het onderzoek naar illegalen" (nr. 13841)

- mevrouw **Marie Nagy** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het onderzoek waarmee criminologe Marion van San werd belast" (nr. 13851)

05.01 Nahima Lanjri (CD&V): Via de media vernamen we dat de minister in 2006 niet minder dan 10.207 personen heeft geregulariseerd. In hoeverre dit beleid het aantal illegalen doet stijgen, is niet duidelijk. De minister wil nu samen met zijn Vlaamse collega, minister Keulen, een onderzoek laten instellen door mevrouw Marion Van San, die een groep van 750 personen moet doorlichten.

Hoeveel dossiers werden er vorig jaar geregulariseerd? Over hoeveel personen gaat het in totaal? Hoeveel dossiers wachten nog op behandeling? Hoeveel personen werden uitgewezen? Is er een verschil merkbaar met 2005? Wanneer zal de achterstand weggewerkt zijn? Zal de nieuwe procedure op 1 april 2007 van start kunnen gaan? Hoeveel staat het met de nodige uitvoeringsbesluiten? Welke opdracht krijgt mevrouw Van San precies? Welke informatie heeft de minister nodig? Kadert dit onderzoek in een Europese context?

05.02 Marie Nagy (ECOLO): In 1999 vroeg toenmalig justitieminister Verwilghen een onderzoek naar de vreemdelingencriminaliteit in ons land. Dat werd uitgevoerd door criminologe Marion Van San. Het onderzoek verbond bepaalde vormen van delinquentie aan een bepaalde nationaliteit. Volgens dat onderzoek ging het niet om het socio-economisch probleem van de jeugddelinquentie, maar wel om een cultureel en etnisch probleem. Het werd echter nooit gepubliceerd, omdat er, vanuit wetenschappelijke hoek, scherpe kritiek was op gekomen.

Tot mijn verwondering las ik in de pers dat u beslist heeft een beroep te doen op diezelfde criminologe om een verslag op te stellen over de mensen zonder papieren. Hoe luidt de opdracht precies? Wat is de bedoeling van dat verslag? Waarom koos u voor die persoon? Klopt de versie in de pers, dat zij zelf met het voorstel kwam? Zal dat verslag door andere wetenschappers worden nagelezen? Wat is het verband tussen dit onderzoek en het onderzoek dat door Wetenschapsbeleid wordt gefinancierd en door de universiteiten van Brussel, Luik, Leuven en Antwerpen wordt uitgevoerd?

05.03 Minister Patrick Dewael (*Nederlands*): In 2006 werden 5.392 dossiers of 10.207 personen geregulariseerd om humanitaire redenen. Er waren 8.914 gedwongen verwijderingen en 2.810 personen vertrokken vrijwillig via de Internationale Organisatie voor Migratie. De dienst Vreemdelingenzaken heeft nog 23.504 aanvragen voor een verblijfsmachtiging. De achterstand blijft dus dalen en er loopt een speciale inhaaloperatie betreffende aanvragers met een medisch motief.

Bij het Commissariaat-Generaal zijn er 6.128 dossiers in behandeling. Bij de start van de nieuwe procedure moet dat aantal tot 3.000 beperkt zijn. Bij de Vaste Beroepscommissie moeten nog 11.213 dossiers worden verwerkt. Aangezien dit rechtscollege al gebruik kan maken van de schriftelijke procedure, zal de achterstand daar sneller dalen.

Er kan niet worden voorspeld wanneer de achterstand weggewerkt zal zijn, aangezien dit ook afhankelijk is van de toekomstige instroom van asielzoekers. De nieuwe procedure - met minder mogelijkheden om de procedure onrechtmatig te rekken - zal een verdere aangroei voorkomen. Overigens kunnen niet alle dossiers in behandeling als 'achterstand' worden beschouwd, aangezien een deel ervan behoort tot het gewone werkvolume van de asielinstanties. De streefdatum voor de inwerkingtreding van de nieuwe procedure blijft april 2007. Een aantal uitvoeringsbesluiten werd reeds genomen en er wordt hard gewerkt aan de implementatie van de nieuwe vreemdelingenwet.

(Frans) Ik heb het RISBO (Rotterdams Instituut voor Sociaal-wetenschappelijk Beleidsonderzoek) de opdracht gegeven een studie te maken over de nieuwe immigratie in België. Die studie strekt er voornamelijk toe de omvang van de illegale immigratie in België in kaart te brengen, naar de motieven van de vreemdelingen die zich illegaal in ons land vestigen te peilen, vast te stellen hoe ze in hun levensbehoeften voorzien en te beschrijven tot welke diensten ze toegang hebben.

Op grond van de resultaten van die studie zullen we trachten vast te stellen hoe we een gepast politiek antwoord op de illegaliteit kunnen bieden en zullen we zo nodig bepalen welke preventieve maatregelen we moeten nemen om dat verschijnsel te bestrijden. Aan de hand van die studie zal de toestand in België kunnen vergeleken worden met die in de andere Europese landen die een gelijksoortig onderzoek gevoerd hebben. Wanneer die studie klaar is, zullen de onderzoekers hun visie op het onderzoeksverslag mogen geven. Ik ben niet zinnens een initiatief te nemen om het advies van andere onderzoekers in te winnen.

05.04 Nahima Lanjri (CD&V): Er zijn toch nog steeds 23.504 aanvragen. Dat is ongeveer een identiek cijfer als in juni vorig jaar, alhoewel er ondertussen 10.207 personen werden geregulariseerd.

Welke resultaten verwacht de minister van het onderzoek door mevrouw Van San? Loopt er ook een Europees onderzoek? Wat is het doel ervan?

05.05 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Er is geen Europees kader. Het doel van het onderzoek is duidelijk. De vragen staan zelfs omschreven in de krant. Elk beleid heeft nood aan wetenschappelijk onderzoek om maatregelen te kunnen nemen en te implementeren. Ik ken de conclusies van dit onderzoek niet op voorhand en stel alleen maar vast dat België, in tegenstelling tot andere Europese landen, weinig of geen specifiek wetenschappelijk onderzoek daarnaar doet of heeft gedaan. Dat valt op in de internationale vergelijkingen. Er is hier een duidelijk gebrek aan studies.

05.06 Nahima Lanjri (CD&V): Waarom is dat onderzoek nodig?

05.07 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Meten is weten.

05.08 Nahima Lanjri (CD&V): Blijkbaar zijn er in andere landen wél studies.

05.09 Marie Nagy (ECOLO): Wanneer werd de beslissing om dit nieuw onderzoek uit te voeren genomen?

05.10 Minister Patrick Dewael (Frans): Eind oktober 2004.

05.11 Marie Nagy (ECOLO): Dus, op 24 februari 2005, toen de Ministerraad het onderzoeksprogramma "Samenleving en toekomst" goedkeurde, met als thema onder meer de multiculturaliteit en de sociale cohesie, was dit onderzoek al besteld.

Eigenlijk heeft u twee parallele onderzoeken over hetzelfde onderwerp goedgekeurd maar vandaag zegt u dat er niet genoeg onderzoeken zijn! Ik kan me niet voorstellen dat deze beslissingen werden genomen zonder dat men weet had van deze overlapping. Dit is geen goed beheer van openbaar geld.

05.12 Minister Patrick Dewael (Frans): Uw uitspraken vloeien voort uit een ruime interpretatie van mijn antwoord en houden een nieuwe vraag in. Ik nodig u dan ook uit mij een nieuwe vraag te stellen. En in

verband met het feit dat een ander onderzoek werd gevraagd, wil ik erop wijzen dat het onderzoek dat ik gevraagd heb, het eerste is.

05.13 Marie Nagy (ECOLO): U was toch aanwezig op de Ministerraad die beslist heeft om een tweede studie te bestellen, die gedeeltelijk over hetzelfde onderwerp gaat.

05.14 Minister Patrick Dewael (*Frans*): Wat de tweede studie betreft, stel ik voor dat u een nieuwe vraag stelt opdat ik u zou kunnen meedelen waarover die studie precies gaat.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Olivier Chastel aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de aanpassing van de minimumnorm voor de politiezone Charleroi" (nr. 13842)

06.01 Olivier Chastel (MR): De politiezone Charleroi kampt nog steeds met een ernstig personeelstekort. Ze komt 156 politieagenten te kort om al haar opdrachten correct te kunnen uitvoeren.

In zijn brief van 17 oktober 2006 heeft het stadsbestuur u gevraagd de minimumnorm van de zone te verhogen. Die bedraagt momenteel 883 politieagenten, maar het aantal politieagenten in de zone is iets hoger: daardoor neemt de zone geen prioritaire plaats in de mobiliteitsplannen in. Indien de norm tot 1058 agenten wordt opgetrokken, zou het personeelstekort al voor een deel kunnen weggewerkt worden.

Gent en Antwerpen zouden soortgelijke aanvragen hebben ingediend.

Hoe staat het met de herziening van de minimumnorm van de zone Charleroi? Wanneer zullen de eerste minister, de minister van Justitie, de lokale overheden en uzelf elkaar kunnen ontmoeten teneinde de veiligheidsproblematiek in Charleroi te bespreken?

06.02 Minister Patrick Dewael (*Frans*): Ik volg de ontwikkeling van het veiligheidsprobleem in Charleroi op de voet. In 2006 werden er met de gemeentebesturen reeds contacten gelegd en akkoorden afgesloten, zoals het plan 'Charles Quint'.

Ik heb de vier andere grote zones van het land gevraagd hoe ze tegenover een eventuele verhoging van de minimumnorm staan en welke ter zake hun voornemens zijn. De zones Gent en Antwerpen zijn ook vragende partij voor een aanpassing. Een ontwerp van koninklijk besluit dat ertoe strekt die drie wijzigingen aan te brengen, zal een dezer aan de Koning worden voorgelegd. Voor Charleroi wordt de minimumnorm op 1.058 gebracht.

Tijdens de komende weken zullen de premier, de minister van Justitie en ikzelf een bezoek aan Charleroi brengen.

06.03 Olivier Chastel (MR): Ik dank de minister van Binnenlandse Zaken namens de gemeentelijke autoriteiten van Charleroi.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 13 810 van mevrouw Talbia Belhouari wordt op haar verzoek uitgesteld; vraag nr. 13 831 van de heer Charles Michel wordt uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.28 uur.